



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE



Recueil des Actes Administratifs

Numéro 239 – 12/10/2026

Préfecture de la Moselle

Recueil des Actes Administratifs

Arrêtés reçus entre

le 12/10/2026 et le 12/10/2026

Le présent recueil a fait l'objet d'une publication le 12/10/2026.

Il peut être consulté dans les locaux de la préfecture ou des sous-préfectures de Forbach – Boulay-Moselle, Sarrebourg – Château -Salins, Sarreguemines et Thionville.
Ce recueil est également consultable sur le site de la Préfecture :
<http://www.moselle.pref.gouv.fr>

ARRÊTÉ 2026/DDT/SABE/EAU N° 69

du **8 OCT. 2026**

**portant prescriptions particulières
au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement
concernant la mise aux normes de l'assainissement collectif
de la commune de BOURSCHEID**

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,

- Vu** la directive n°2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** le Code de la santé publique ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Moselle, sous-préfet de Metz, Monsieur Jérôme Seguy ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de Monsieur Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté du 10 novembre 2023 de la première ministre et du ministre de l'intérieur et des outre-mer portant nomination de M. Claude Souiller, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts de classe normale, directeur départemental des territoires de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-68 du 15 avril 2026 portant délégation de signature à M. Claude Souiller, directeur départemental des territoires de la Moselle (compétence générale) ;
- Vu** la décision 2026-DDT/SAS n° 05 en date du 22 avril 2026 portant subdélégation de signature pour le fonctionnement général de la direction départementale des territoires ;

- Vu** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 18 mars 2022 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
- Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu** le dossier de déclaration télédéclaré au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement sous le n° DIOTA-260619-152542-562-022 relatif à la mise aux normes de l'assainissement sur la commune de Bourscheid ;
- Vu** la demande de compléments formulée par la direction départementale des territoires de la Moselle du 6 août 2026 ;
- Vu** les compléments transmis par la Communauté de Communes du Pays de Phalsbourg le 8 septembre 2026 ;
- Vu** le projet d'arrêté transmis à la Communauté de Communes du Pays de Phalsbourg en date du 25 septembre 2026 ;
- Vu** les observations de la communauté de communes du Pays de Phalsbourg transmises le 5 octobre 2026 ;
- Considérant** que les prescriptions particulières du présent arrêté permettent de garantir une gestion durable et équilibrée de la ressource en eau et de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement
- Considérant** que les prescriptions particulières du présent arrêté visent l'atteinte du bon état écologique fixé par la directive cadre sur l'eau ;
- Sur proposition** du directeur départemental des territoires de la Moselle,

ARRÊTE

TITRE I : OBJET DE LA DÉCLARATION

Article 1^{er} : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la Communauté de Communes du Pays de Phalsbourg, ci-après dénommé le bénéficiaire de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

La mise aux normes de l'assainissement collectif situé sur la commune de Bourscheid

Les travaux consistent notamment en la création de la station de traitement des eaux usées, de la réhabilitation et réalisation des réseaux de collecte sur la commune de Bourscheid et déconnexion des dispositifs d'assainissement non collectif existant.

Les ouvrages constitutifs à ces travaux rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Les rubriques au titre de l'article R.214-1 du Code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubriques	Intitulés	Régimes	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 : (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 : (D)	/	Arrêté DEVL1429608A du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.
3.1.2.0	Modification du profil en long ou en travers du lit mineur d'un cours d'eau d'une longueur de 12 ml	D	Arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°)

TITRE II : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Article 2 : Prescriptions relatives aux ouvrages

Article 2.1 : Définition du système d'assainissement

Le système d'assainissement sera constitué par la collecte des eaux usées de la commune de Bourscheid et d'une station d'épuration construite sur la commune de Bourscheid.

Article 2.2 : Système de collecte

La commune raccordée est Bourscheid compte actuellement 67 habitations et une population de 160 habitants (hors camp la Horie). Il n'y a pas d'effluents non domestiques raccordées au système de collecte.

Le système de collecte est majoritairement unitaire. Le taux de dilution de 100 % est un taux de dilution moyen prévisionnel en situation future (50 % en période de nappe basse et 150 % en période de nappe haute). Aucun déversement dans le milieu n'aura lieu par temps sec.

Le système de collecte est composé de :

- 3 déversoirs d'orages
- 1 poste de pompage

Les déversoirs d'orages sont détaillés ci-après :

Nom du DO	Localisation	Coordonnées Lambert 93 de l'ouvrage	DBO5 en kg/j	Charge en EH	Régime	Coordonnées Lambert 93 du point de rejet	Milieu récepteur
DO1	Croisnt Rues Principale/St-Jean/de Serweg	X : 1007 877 Y : 6 860 554	5,1	85	/	X : 1007 722 Y : 6 860 777	Bruchbach
DO2 + Poste pompage	NO village, bout rue du Lotissement	X : 1 007 606 Y : 6 860 604	10,2	170	/	X : 1 007 578 Y : 6 860 607	Ruisseau de Bourscheid
STEU	Route de St-Jean	X : 1 007 660 Y : 6 860 800	10,2	170	/	X : 1 007 648 Y : 6 860 786	Bruchbach

Article 2.3 : Caractéristiques de la station d'épuration

L'ouvrage d'épuration se situe sur la commune de Bourscheid, section 6, parcelle n° 45.

Le rejet des eaux usées traitées se fait dans le Ruisseau du Bruchbach.

La masse d'eau est BRUCHBACH (FRCR427) dont l'objectif de bon état à atteindre est à l'échéance 2027.

Les débits :

- QMNA5 = 52 L/s
- QMNA2 = 90 L/s

Coordonnées Lambert 93 :

- station d'épuration : X = 1 007 660 / Y = 6 860 800
- rejet : X = 1 007 648 / Y = 6 860 786

CARTE

Localisation de la future station de traitement

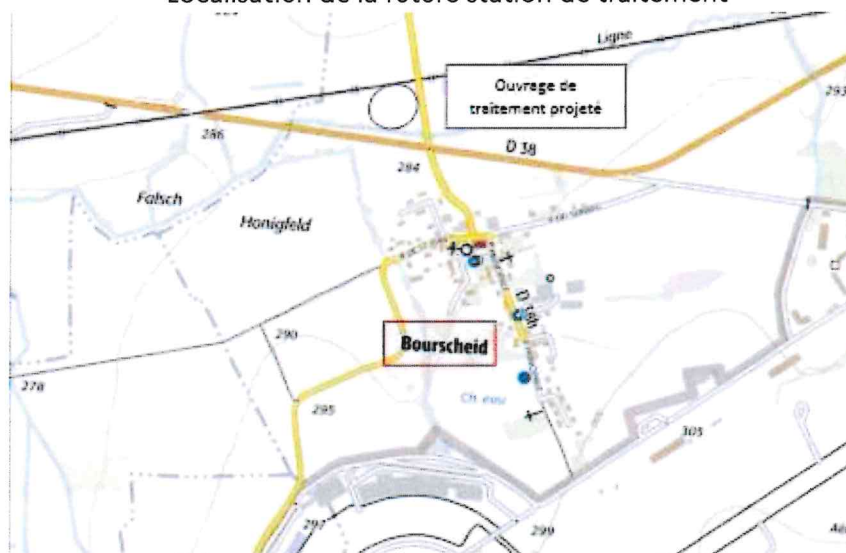


Figure 3 : Localisation du site d'implantation de l'ouvrage de traitement

La filière de traitement, de type Filtre planté de roseau à 1 étage prévue pour 170 EH, est constituée de :

- un canal de comptage Venturi en entrée,
- un dégrilleur en entrée,
- un étage de filtres plantés d'une superficie totale de 333 m² comportant trois casiers d'une dimension de 111 m² chacun,
- un canal de comptage Venturi en sortie,
- une zone de rejet végétalisée.

Les effluents collectés seront traités dans des ouvrages dimensionnés pour traiter les débits et les charges ci-après :

Situation	Débit en m ³ /j	Capacité en kg/j de DBO5	Capacité en EH (1)
temps sec	47,6	8,9	
référence	83,3	10,2	170
maximale	100	/	/

(1) sur la base réglementaire de 60 g/j de DBO5 pour 1 EH

Article 2.4 : Caractéristiques des effluents rejetés

Le dispositif de rejet devra être aménagé de manière à réduire au maximum les effets des déversements sur le milieu récepteur.

Les effluents rejetés devront respecter les caractéristiques ci-après :

- température inférieure à 25°C ;
- pH compris entre 6 et 8,5 ;
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ;
- absence de substances susceptibles d'entraîner la destruction du poisson après mélange avec le milieu récepteur ;
- la couleur des effluents ne doit pas provoquer de coloration visible du milieu récepteur.

Les concentrations maximales ou les rendements minimaux sur un échantillon moyen de 24 heures à respecter sont les suivantes :

Paramètres	Rendement minimal (moyenne journalière)	Concentration maximale (moyenne journalière)
DBO5	70 %	35 mg/l
DCO	60 %	140 mg/l
MES	65 %	60 mg/l
NTK	60 %	25 mg/l
Pt	20 %	6 mg/l

La conformité du traitement sera appréciée en concentration ou en rendement pour chaque paramètre jusqu'au débit de référence (percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées).

Les valeurs rédhibitoires qui ne devront jamais être dépassées sont :

Paramètres	Concentration rédhibitoire (moyenne journalière)
DBO5	70 mg/L
DCO	280 mg/L
MES	85 mg/L

Article 2.5 : La filière boues

La filière d'élimination des boues n'est pas déterminée à ce stade.

Si le mode d'élimination des boues retenu est la valorisation agricole, le pétitionnaire devra déposer à cet effet un dossier de déclaration ou d'autorisation au titre de la rubrique 2.1.3.0 de l'article R214-1 du Code de l'environnement.

Article 2.6 : Les déchets

Les déchets seront dans la mesure du possible valorisés.

Les produits de dégrillage, les graisses et les produits de curage du réseau seront éliminés ou traités par voie appropriée et selon la réglementation en vigueur.

Article 2.7 : Autosurveillance du système d'assainissement

Le nombre annuel de bilan 24h devra être au moins égal aux valeurs du tableau ci-après :

Paramètres	Débit	pH	T°C	DBO5	DCO	MES	NTK	NH ₄ ⁺	NO ₂ ⁻	NO ₃ ⁻	Pt
Fréquence des mesures	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Les mesures seront réalisées en entrée et en sortie de station d'épuration. Les bilans seront versés via un fichier SANDRE sur Vers'Eau.

Règles de tolérance par rapport aux paramètres soumis à autosurveillance (article 2.4) :

Les paramètres sont jugés conformes si le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes aux seuils ne dépasse pas le nombre prescrit ci-après :

Nombre d'échantillons moyens journaliers prélevés dans l'année	Nombre maximal d'échantillons moyens journaliers non conformes
1-2	0

Production documentaire du système d'assainissement :

Un cahier de vie sera transmis à l'unité police de l'eau et à l'AERM à la mise en eau de la station d'épuration.

Un bilan de fonctionnement du système d'assainissement sera transmis toutes les deux années à l'unité police de l'eau et à l'AERM.

Article 2.8 : Evènements exceptionnels et incidents

Conformément à l'article R.214-46 du Code de l'environnement, tout incident ou accident intéressant cette autorisation doit être déclaré au Préfet et au Maire intéressé.

En cas de dysfonctionnement du système d'assainissement, le pétitionnaire devra évaluer la pollution rejetée dans le milieu naturel ainsi que son impact. Cette évaluation portera au minimum sur le débit, DBO5, DCO, MES, NTK et Pt rejetés dans le milieu récepteur ainsi que l'oxygène dissous de ce dernier.

Cette évaluation sera envoyée à l'unité police de l'eau et à l'AERM en remplissant la fiche incident du cahier de vie ou du manuel d'autosurveillance du système d'assainissement.

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Quatre traversées de cours d'eau dans le village sont prévues pour la pose des canalisations d'assainissement. (Ruisseau de Bourscheid de 4 x 3 ml, soit 12 ml, d'une largeur comprise entre 4,10 ml et 5,75 ml). Le procédé et les hauteurs de recouvrement doivent être conformes au dossier déposé.

Une Zone de rejet végétalisée (ZRV) qui doit faire l'objet d'un entretien adapté pour maintenir sa fonctionnalité et répondre aux mesures prévues conformément au dossier déposé.

TITRE III : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Article 4 : Modifications des prescriptions

Si le bénéficiaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Article 5 : Conformité au dossier et modifications

Les installations objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une personne différente de celle notée sur le présent arrêté, le nouveau bénéficiaire en informe l'unité police de l'eau de la DDT de la Moselle dans un délai de trois mois.

Article 6 : Validité de la déclaration

En application de l'article R.214-40-3 du Code de l'environnement, la déclaration cesse de produire effet, sauf demande justifiée de prorogation, si l'ouvrage n'est pas construit ou pas mis en service dans le délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 9 : Publication

Une copie du présent arrêté sera transmise au pétitionnaire ainsi qu'à la mairie de la commune de Bourscheid, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle et mis en ligne sur le site internet de la préfecture à l'adresse www.moselle.gouv.fr.

Article 11 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Moselle. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyen" par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr>.

Article 12 : Exécution

Le directeur départemental des territoires de la Moselle, le président de la Communauté de Communes du Pays de Phalsbourg ainsi que toutes les autorités habilitées à constater les infractions à la police de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Metz, le **- 8 OCT. 2026**
Pour le Préfet et par subdélégation,
Le chef du service aménagement biodiversité, eau par
intérim

Signé le 08/10/2026


Signature numérique 

Benoît LEPLOMB

ARRÊTÉ 2026/DDT/SABE/EAU N° 88

du – 8 OCT. 2026

**portant prescriptions particulières
au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement
concernant la mise aux normes de l'assainissement collectif
de la commune de HANGVILLER**

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,

- Vu** la directive n°2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** le Code de la santé publique ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Moselle, sous-préfet de Metz, Monsieur Jérôme Seguy ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de Monsieur Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté du 10 novembre 2023 de la première ministre et du ministre de l'intérieur et des outre-mer portant nomination de M. Claude Souiller, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts de classe normale, directeur départemental des territoires de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-68 du 15 avril 2026 portant délégation de signature à M. Claude Souiller, directeur départemental des territoires de la Moselle (compétence générale) ;
- Vu** la décision 2026-DDT/SAS n° 05 en date du 22 avril 2026 portant subdélégation de signature pour le fonctionnement général de la direction départementale des territoires ;

- Vu** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 18 mars 2022 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
- Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu** le dossier de déclaration télédéclaré au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement sous le n° DIOTA-260710-141626-873-020 relatif à la mise aux normes de l'assainissement sur la commune de Hangviller ;
- Vu** la demande de compléments formulée par la direction départementale des territoires de la Moselle du 4 septembre 2026 ;
- Vu** les compléments transmis par la Communauté de Communes du Pays de Phalsbourg le 15 septembre 2026 ;
- Vu** le projet d'arrêté transmis à la Communauté de Communes du Pays de Phalsbourg en date du 30 septembre 2026 ;
- Vu** les observations de la communauté de communes du Pays de Phalsbourg transmises le 5 octobre 2026 ;
- Considérant** que les prescriptions particulières du présent arrêté permettent de garantir une gestion durable et équilibrée de la ressource en eau et de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement
- Considérant** que les prescriptions particulières du présent arrêté visent l'atteinte du bon état écologique fixé par la directive cadre sur l'eau ;
- Sur proposition** du directeur départemental des territoires de la Moselle,

ARRÊTE

TITRE I : OBJET DE LA DÉCLARATION

Article 1^{er} : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la Communauté de Communes du Pays de Phalsbourg, ci-après dénommé le bénéficiaire de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

La mise aux normes de l'assainissement collectif situé sur la commune de HANGVILLER

Les travaux consistent notamment en la création de la station de traitement des eaux usées, de la réhabilitation et réalisation des réseaux de collecte sur la commune de HANGVILLER et déconnexion des dispositifs d'assainissement non collectif existant.

Les ouvrages constitutifs à ces travaux rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Les rubriques au titre de l'article R.214-1 du Code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubriques	Intitulés	Régimes	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 : (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 : (D)	D	Arrêté DEVL1429608A du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

TITRE II : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Article 2: Prescriptions relatives aux ouvrages

Article 2.1 : Définition du système d'assainissement

Le système d'assainissement sera constitué par la collecte des eaux usées de la commune de Hangviller et d'une station d'épuration construite sur la commune de Hangviller.

Article 2.2 : Système de collecte

La commune raccordée est Hangviller qui compte actuellement 131 habitations et une population de 262 habitants. Il n'y a pas d'effluents non domestiques raccordés au système de collecte.

Le projet s'accompagne de travaux d'élimination des eaux claires parasites avec la création d'un réseau d'eaux usées strictes et déraccordement du fossé recueillant un bassin versant extérieur, à l'extrémité ouest de la rue Principale, et de réhabiliter des réseaux existants rue de la Fontaine et rue du Moulin.

Le système de collecte est majoritairement unitaire. Le taux de collecte sera de 100 %. Le taux de dilution de projet (en situation future) est estimé à 150 % en moyenne (100 % en période de nappe basse et 200 % en période de nappe haute). Aucun déversement dans le milieu n'aura lieu par temps sec.

Le système de collecte est composé de :

- 5 déversoirs d'orages,
- 1 poste de pompage équipé d'un trop-plein, permettant le transfert de l'ensemble des effluents de la commune, qui constitue le point de déversement réglementaire A2.

Les ouvrages sont détaillés ci-après :

Nom du DO	Localisation	Coordonnées Lambert 93 de l'ouvrage	DBO5 en kg/j	Charge en EH	Régime	Auto surveillance	Diamètre Canalisations de rejet	Coordonnées Lambert 93 du point de rejet	Milieu récepteur
DO1	3 rue Principale	X : 1 010 173 Y : 6 865 076	2	33	/			X : 1 010 147 Y : 6 865 041	Ruisseau de Metting
DO2	9 rue Principale	X : 1 010 225 Y : 6 864 985	3,6	60	/			X : 1 010 216 Y : 6 864 971	Ruisseau de Metting
DO3	Rue de la Fontaine	X : 1 010 346 Y : 6 864 863	9	149	/			X : 1 010 345 Y : 6 864 857	Ruisseau de Metting
DO4	Rues Principale/de Hangviller	X : 1 010 831 Y : 6 864 764	14,7	245	D			X : 1 010 832 Y : 6 864 760	Ruisseau de Metting
DO5	4 rue du Moulin	X : 1 011 020 Y : 6 864 891	16,9	281	D			X : 1 011 031 Y : 6 864 869	La Zinsel du Sud
PR transfert	Site ancienne Station	X : 1 011 249 Y : 6 864 940	17,4	290	D			X : 1 011 247 Y : 6 864 946	La Zinsel du Sud

Article 2.3 : Caractéristiques de la station d'épuration

L'ouvrage d'épuration se situe sur la commune de Hangviller, section 4, parcelle n° 52.

Le rejet des eaux usées traitées se fait dans le cours d'eau La Zinsel du Sud. La masse d'eau est ZINSEL DU SUD 1 (FRCR180) dont l'objectif de bon état écologique à atteindre est à l'échéance 2027.

Les débits :

- QMNA5 = 36 L/s
- QMNA2 = 49 L/s

Coordonnées Lambert 93 :

- station d'épuration : X = 1 011 281 / Y = 6 864 963
- rejet : X = 1 011 339 / Y = 6 865 020

CARTE

Localisation de la future station de traitement



Figure 15 : Emplacement de la station de traitement des eaux usées

La filière de traitement de type "disques biologiques" (DB) avec traitement des boues par lit de séchage plantés de roseaux est constituée de :

- un ouvrage de dégrillage en entrée ;
- un canal de comptage des effluents bruts en entrée ;
- un ouvrage de dessablage ;
- un traitement primaire de type décanteur-digester ;
- un traitement secondaire composé de disques biologiques et d'une clarification des eaux traitées;
- un canal de comptage des eaux traitées en sortie.

Les effluents collectés seront traités dans des ouvrages dimensionnés pour traiter les débits et les charges ci-après :

Situation	Débit en m ³ /j	Capacité en kg/l de DBO5	Capacité en EH (1)
temps sec	108,8	15,2	/
référence	174	17,4	290
maximale	174	/	/

(1) sur la base réglementaire de 60 g/j de DBO5 pour 1 EH

Article 2.4 : Caractéristiques des effluents rejetés

Le dispositif de rejet devra être aménagé de manière à réduire au maximum les effets des déversements sur le milieu récepteur.

Les effluents rejetés devront respecter les caractéristiques ci-après :

- température inférieure à 25°C ;
- pH compris entre 6 et 8,5 ;
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ;
- absence de substances susceptibles d'entraîner la destruction du poisson après mélange avec le milieu récepteur ;
- la couleur des effluents ne doit pas provoquer de coloration visible du milieu récepteur.

Les concentrations maximales ou les rendements minimaux sur un échantillon moyen de 24 heures à respecter sont les suivantes :

Paramètres	Rendement minimal (moyenne journalière)	Concentration maximale (moyenne journalière)
DBO5	80 %	25 mg/l
DCO	70 %	120 mg/l
MES	70 %	50 mg/l
NTK	70 %	20 mg/l
Pt	80 %	2 mg/l

La conformité du traitement sera apprécié en concentration ou en rendement pour chaque paramètre jusqu'au débit de référence (percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées).

Les valeurs rédhitoires qui ne devront jamais être dépassées sont :

Paramètres	Concentration rédhitoire (moyenne journalière)
DBO5	50 mg/L
DCO	240 mg/L
MES	85 mg/L

Article 2.5 : La filière boues

La filière d'élimination des boues n'est pas déterminée à ce stade.

Si le mode d'élimination des boues retenu est la valorisation agricole, le pétitionnaire devra déposer à cet effet un dossier de déclaration ou d'autorisation au titre de la rubrique 2.1.3.0 de l'article R.214-1 du Code de l'environnement.

Article 2.6 : Les déchets

Les déchets seront dans la mesure du possible valorisés.

Les produits de dégrillage, les graisses et les produits de curage du réseau seront éliminés ou traités par voie appropriée et selon la réglementation en vigueur.

Article 2.7 : Autosurveillance du système d'assainissement

Le nombre annuel de bilan 24h devra être au moins égal aux valeurs du tableau ci-après :

Paramètres	Débit	pH	T°C	DBO5	DCO	MES	NTK	NH ₄ ⁺	NO ₂ ⁻	NO ₃ ⁻	Pt
Fréquence des mesures	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Les mesures seront réalisées en entrée et en sortie de station d'épuration. Les bilans seront versés via un fichier SANDRE sur Vers'Eau.

Règles de tolérance par rapport aux paramètres soumis à autosurveillance (article 2.4) :

Les paramètres sont jugés conformes si le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes aux seuils ne dépasse pas le nombre prescrit ci-après :

Nombre d'échantillons moyens journaliers prélevés dans l'année	Nombre maximal d'échantillons moyens journaliers non conformes
1-2	0

Production documentaire du système d'assainissement :

Un cahier de vie sera transmis à l'unité police de l'eau et à l'AERM à la mise en eau de la station d'épuration. Celui-ci sera tenu à jour.

Un bilan de fonctionnement du système d'assainissement sera transmis toutes les deux années à l'unité police de l'eau et à l'AERM.

Article 2.8 : Evènements exceptionnels et incidents

Conformément à l'article R.214-46 du Code de l'environnement, tout incident ou accident intéressant cette autorisation doit être déclaré au Préfet et au Maire intéressé.

En cas de dysfonctionnement du système d'assainissement, le pétitionnaire devra évaluer la pollution rejetée dans le milieu naturel ainsi que son impact. Cette évaluation portera au minimum sur le débit, DBO5, DCO, MES, NTK et Pt rejetés dans le milieu récepteur ainsi que l'oxygène dissous de ce dernier.

Cette évaluation sera envoyée à l'unité police de l'eau et à l'AERM en remplissant la fiche incident du cahier de vie ou du manuel d'autosurveillance du système d'assainissement.

TITRE III : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Article 3 : Modifications des prescriptions

Si le bénéficiaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Article 4 : Conformité au dossier et modifications

Les installations objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une personne différente de celle notée sur le présent arrêté, le nouveau bénéficiaire en informe l'unité police de l'eau de la DDT de la Moselle dans un délai de trois mois.

Article 5 : Validité de la déclaration

En application de l'article R.214-40-3 du Code de l'environnement, la déclaration cesse de produire effet, sauf demande justifiée de prorogation, si l'ouvrage n'est pas construit ou pas mis en service dans le délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 7 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 8 : Publication

Une copie du présent arrêté sera transmise au pétitionnaire ainsi qu'à la mairie de la commune de Hangviller, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle et mis en ligne sur le site internet de la préfecture à l'adresse www.moselle.gouv.fr.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Moselle. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyen" par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr>.

Article 10 : Exécution

Le directeur départemental des territoires de la Moselle, le président de la Communauté de Communes du Pays de Phalsbourg ainsi que toutes les autorités habilitées à constater les infractions à la police de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Metz, le **- 8 OCT. 2026**

Pour le Préfet et par subdélégation,

Le chef du service aménagement biodiversité, eau par
intérim

Signé le 08/10/2026

Benoît LEPLOMB



Signature numérique

**Arrêté 2026-DDT/SABE/EAU N° 92
du 7 OCT. 2026
annulant et remplaçant l'arrêté 2026-DDT/SABE/EAU N° 85
modifiant l'arrêté 2021-DDT/SABE/EAU N° 53
portant désignation des membres de la commission locale de l'eau
chargée de l'élaboration, de l'actualisation et du suivi
du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin houiller**

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, notamment ses articles 5 et 7 ;
- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 nommant Monsieur Pascal Bolot préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de Monsieur Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, le 18 mars 2022 ;

Vu la désignation de son représentant :

- par l'association Chemosis le 29 juin 2026 ;
- par la chambre d'agriculture le 30 juin 2026 ;
- par la communauté de communes de la Houve et du pays boulageois (CCHPB) le 3 juillet 2026 ;
- par le syndicat mixte des eaux du Winborn (SMEW) le 16 juillet 2026 ;
- par le syndicat intercommunal d'aménagement et de gestion de la Bisten et de ses affluents (SIAGBA) le 20 juillet 2026 ;
- par le syndicat mixte de cohérence territoriale (SCOT) du val de Rosselle le 21 juillet 2026 ;

Vu l'absence de réponse de :

- la fédération départementale des maires de la Moselle ;
- l'association des maires ruraux de Moselle ;

Considérant les dispositions de l'article R.212-31 du code de l'environnement stipulant que « tout membre de la commission locale de l'eau cesse d'y appartenir s'il perd la fonction en considération de laquelle il a été désigné » ;

Considérant que 7 membres du collège des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux ont perdu, à la suite des élections municipales de mars 2026, le mandat en considération duquel ils ont été désignés ;

Considérant les dispositions de l'article R.212-30 du code de l'environnement, modifié en 2024, ajoutant au collège des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux « un représentant des établissements publics mentionnés à l'article L.143-16 du code de l'urbanisme » ;

Considérant le remplacement de certains membres du collège des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations concernées ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

Arrête

Article 1 : Abrogation

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté 2026-DDT/SABE/EAU N° 85 du 18 septembre 2026 modifiant l'arrêté 2021-DDT/SABE/EAU N ° 53 portant désignation des membres de la commission locale de l'eau chargée de l'élaboration, de l'actualisation et du suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin houiller.

Article 2 : Composition de la commission locale de l'eau

L'article 2 de l'arrêté 2021-DDT/SABE/EAU N ° 53 portant désignation des membres de la commission locale de l'eau chargée de l'élaboration, de l'actualisation et du suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin houiller est remplacé par le texte suivant :

« La commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin houiller est composée de 36 membres, répartis en trois collèges distincts :

- le collège des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux composé de 19 membres ;
- le collège des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations concernées composé de 9 membres ;
- le collège des représentants de l'État et de ses établissements publics intéressés composé de 8 membres.

I. Collège des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux (19 membres) :

- Madame Fabienne Beauvais, conseillère régionale du Grand Est, ou son représentant ;
- Monsieur Gilbert Schuh, conseiller départemental de la Moselle, ou son représentant ;
- Monsieur Dominique De Nicolo, vice-président du syndicat mixte de cohérence territoriale (SCoT) val de Rosselle, ou son représentant ;
- Monsieur Pierre Blanchard, président du syndicat des eaux de Basse-Vigneulles et de Faulquemont (SEBVF), ou son représentant ;
- Madame Roselyne Da Soller, vice-présidente du syndicat intercommunal d'aménagement et de gestion de la Bisten et de ses affluents (SIAGBA), ou son représentant ;
- Monsieur Jean-Bernard Martin, président du syndicat intercommunal pour l'entretien et l'aménagement de la Rosselle (SIEAR), ou son représentant ;

- Monsieur Pierre Georgeon, vice-président du syndicat mixte des eaux du Winborn (SMEW), ou son représentant ;
- Monsieur Gilles Bignon, vice-président de la communauté d'agglomération de Forbach porte de France (CAFPF) en charge de l'environnement, ou son représentant ;
- Monsieur Manuel Pisula, vice-président de la communauté de communes de la Houve et du pays boulageois (CCHPB), ou son représentant ;
- Monsieur Roger Levicki, 1^{er} adjoint au maire de Betting, ou son représentant ;
- Monsieur Gaston Adier, maire de Carling, ou son représentant ;
- Monsieur Salvatore Fioretto, maire de Creutzwald, ou son représentant ;
- Monsieur Laurent Guldner, conseiller municipal à Creutzwald, ou son représentant ;
- Monsieur Cyrille Dalstein, adjoint au maire de Ham-Sous-Varsberg, ou son représentant ;
- Madame Cindy Bertrand, adjointe au maire de Ham-sous-varsberg, ou son représentant ;
- Monsieur Adrien Tumolo, 1^{er} adjoint au maire de Hombourg-Haut, ou son représentant ;
- Monsieur Clément Lebleu, 1^{er} adjoint au maire de Longeville-Lès-Saint-Avold, ou son représentant ;
- Monsieur Roger Ruault, 1^{er} adjoint au maire de Rosbruck, ou son représentant ;
- Mme Sandra Monneau, adjointe au maire de Valmont, ou son représentant.

II. Collège des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations concernées (9 membres) :

- Monsieur Olivier Bertrand, conseiller développement durable à la chambre de commerce d'industrie (CCI) de Moselle, ou son représentant ;
- Monsieur Jean-Marc Metzinger, chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) de Moselle, ou son représentant ;
- Monsieur Philippe Houpert, chambre d'agriculture de Moselle, ou son représentant ;
- Monsieur Bernard Eccli, secrétaire de la fédération de la Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FMPPMA), ou son représentant ;
- Monsieur Serge Chouffeur, responsable projets site d'Arkema, Chemosis, ou son représentant ;
- Madame Gaëlle Schmitt, chargée de mission Moselle au conservatoire d'espaces naturels de Lorraine (CEN Lorraine), ou son représentant ;
- Monsieur Jean-Baptiste Lusson, président du groupement pour l'étude et la conservation de la nature en Lorraine (GECNAL), ou son représentant ;
- Monsieur Roger Lang, référent environnement UFC « Que choisir » de Moselle-Est, ou son représentant ;
- Monsieur Jean-Paul Becker, syndicat départemental de la propriété privée rurale de Moselle, ou son représentant.

III. Collège des représentants de l'État et de ses établissements publics intéressés (8 membres) :

- 1 représentant du préfet coordonnateur de bassin (PCB) ;
- 1 représentant du préfet de la Moselle ;
- 1 représentant de l'agence régionale de la santé (ARS) Grand Est ;
- 1 représentant de la direction départemental des territoires (DDT) de la Moselle ;
- 1 représentant de la direction régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est ;
- 1 représentant de l'agence de l'eau Rhin-Meuse (AERM) ;
- 1 représentant de l'établissement public foncier Grand-Est (EPFGE) ;
- 1 représentant de l'office français de la biodiversité (OFB). »

Article 3 : Publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département de la Moselle et mis en ligne sur le site www.gesteau.fr et le site internet de la préfecture www.moselle.gouv.fr (Actions de l'État – Environnement – Eau, sécheresse et Pêche – Les décisions).

Article 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyen" par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr>.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle et le directeur départemental des territoires de la Moselle, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'ensemble des membres de la commission locale de l'eau.

A Metz, le

17 OCT. 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Jérôme Seguy

ARRÊTÉ 2026-DDT-SERAF-UFC N°66

du 9 octobre 2026

**ordonnant l'exécution de tirs administratifs de sanglier sur les bans communaux
de Folkling et de Cocheren**

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

- Vu l'article L 427-6 du code de l'environnement, relatifs aux chasses et battues générales ou particulières aux animaux nuisibles,
- Vu les articles 17 et 20 du décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,
- Vu le décret n°2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- Vu le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle,
- Vu l'arrêté ministériel du 10 novembre 2023 portant nomination de M. Claude Souiller directeur départemental des territoires de la Moselle,
- Vu les arrêtés ministériels du 26 juin 1987 et du 15 février 1995 modifiés fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée,
- Vu l'arrêté préfectoral 2021-DDT-SERAF-UFC N° 48 du 22 juillet 2021 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique en Moselle pour la période de 2021 à 2027,
- Vu l'arrêté préfectoral 2024-DDT-SERAF-UFC N°75 du 31 décembre 2024 modifié portant création de circonscriptions de louveterie en Moselle et portant nomination des lieutenants de louveterie en Moselle jusqu'au 31 décembre 2029,
- Vu l'arrêté préfectoral 2026-DDT-SERAF-UFC n°21 fixant la liste des espèces chassables et les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse dans le département de la Moselle, saison 2026-2027,
- Vu l'arrêté préfectoral SGCD/2023/N°121 du 21 juillet 2023 portant organisation de la direction départementale des territoires de la Moselle,
- Vu l'arrêté préfectoral DCL n°2026-A-68 du 15 avril 2026 portant délégation de signature à M. Claude Souiller directeur départemental des territoires de la Moselle (compétence générale),

Vu la décision 2026-DDT/SAS n°05 à compter du 22 avril 2026 portant subdélégation de signature pour le fonctionnement général de la direction départementale des territoires,

Vu l'avis favorable du président de la fédération départementale des chasseurs de la Moselle en date du 8 octobre 2026,

Considérant l'alerte donnée par un agriculteur de Folkling, en date du 24 septembre, signalant des dégâts importants sur les semis de prairies en dépit de mesures préventives mises en place,

Considérant l'alerte donnée aux chasseurs de Folkling et de Cocheren, en date du 25 septembre 2026, par le fonds départemental d'indemnisation des dégâts de sangliers,

Considérant l'absence de solution alternative efficiente pour répondre aux motifs tirés de l'intérêt de la santé et de la sécurité publique, de la prévention des dommages importants aux activités agricoles,

ARRÊTE

Article 1^{er} Il est ordonné, pour une durée de 2 mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exécution de tirs administratifs par tous moyens, de jour comme de nuit, de tout sanglier, mâle et femelle, sur le ban communal de Folkling et de Cocheren.

Article 2 Les tirs administratifs sont exécutés sous le contrôle et la responsabilité technique du lieutenant de louveterie en charge de la commune de Folkling et Cocheren, qui peut s'adjoindre l'aide d'autres lieutenants de louveterie de la Moselle.

Article 3 Toute intervention (décantonnement d'animaux, obstruction de chemins, circulation de véhicules, utilisation d'engins sonores etc) de nature à entraver la préparation et le bon déroulement des tirs administratifs prévus par le présent arrêté est interdite à quiconque.

Il est interdit à toute personne qui n'est pas associée au dispositif de pénétrer dans le périmètre ces tirs administratifs.

Article 4 Pendant l'exécution de ces tirs administratifs, en tant que de besoin, est requise la participation de tout service de police ou de gendarmerie nationale territorialement compétent, pour assurer la sécurité à l'intérieur et en bordure de la zone où se déroulent les opérations.

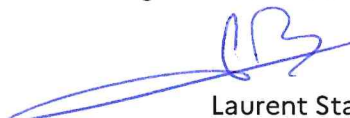
Article 5 Les sangliers abattus lors de ces tirs administratifs sont à la disposition de l'association des lieutenants de louveterie de la Moselle.

Article 6 A l'issue de chaque tir administratif, le lieutenant de louveterie adresse sous 48h00 un compte-rendu à la direction départementale des territoires de la Moselle – unité forêt-chasse (ddt-chasse@moselle.gouv.fr) en indiquant le sexe et le poids vidé des suidés abattus.

Article 7 Le présent arrêté est affiché publiquement en mairie de Folkling et de Cocheren jusqu'à la fin de son application.

Article 8 Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le sous-préfet de Forbach/Boulay-Moselle, le directeur départemental des territoires de la Moselle, le général commandant le groupement de gendarmerie de la Moselle, la directrice interdépartementale de la police nationale de la Moselle, le responsable départemental de l'office français de la biodiversité de la Moselle et le lieutenant de louveterie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle (consultable avec le lien <https://www.moselle.gouv.fr/Publications/Recueil-des-Actes-Administratifs>) et qui est notifié aux maires de Folkling et de Cocheren et au président de la fédération départementale des chasseurs de la Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires de la Moselle
et par subdélégation,
l'adjoint au chef du service d'économie
rurale agricole et forestière


Laurent Staab

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Moselle. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyen" par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr>.



Etablissement Support
CHR Metz-Thionville

-oOo- DECISION GHT D26/10 -oOo-

Direction Générale **Monsieur Dominique PELJAK**

Directeur Général du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, des Centres Hospitaliers de Boulay, de Briey, de l'Etablissement Public Départemental de Santé de Gorze, et de l'EHPAD de Creutzwald,

- Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions des directeurs d'établissement public de santé,
- Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 et R. 6143-38 du Code de la Santé Publique, relatifs aux modalités de délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé,
- Vu le décret du Président de la République du 5 juin 2023 portant désignation de **Monsieur Dominique PELJAK** comme Directeur Général du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, des Centres Hospitaliers de Boulay et de Briey et de l'EHPAD de Creutzwald.
- Vu le procès-verbal d'installation en date du 1^{er} juillet 2023 certifiant l'installation de **Monsieur Dominique PELJAK**, Directeur Général du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, des Centres Hospitaliers de Boulay et de Briey et de l'EHPAD de Creutzwald à compter du 1^{er} juillet 2023.
- Vu l'arrêté du Centre National de Gestion du 5 juillet 2023 qui a nommé **Monsieur Dominique PELJAK** directeur général du CHR METZ THIONVILLE pour une durée de cinq ans et dans le cadre de la direction commune, directeur des centres hospitaliers de Briey et de Boulay et de l'EHPAD de Creutzwald.
- Vu l'arrêté de l'ARS Grand Est n°2025-2650 du 27/08/2025 portant fin de période d'intérim de la direction générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, des Centres Hospitaliers de Boulay, de Briey, de l'Etablissement Public Départemental de Santé de Gorze et de l'EHPAD de Creutzwald assurée par Madame Marie Catherine PHAM.
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment les articles 48 et suivants ;
- Vu la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ;
- Vu l'article 107 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- Vu les dispositions de l'article L. 6132-3 et L. 6132-5 du Code de la santé publique ;

- Vu les dispositions des articles L. 6143-7, R. 6143-38 et D. 6143-33 à D. 6143-35 du code de la santé publique ;
- Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire ;
- Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des groupements hospitaliers de territoire ;
- Vu la convention constitutive du GHT « Lorraine Nord » constitué entre les établissements parties à compter du 24 juin 2016 ;
- Vu l'arrêté n° 2016-2136 du 1^{er} septembre 2016 de l'Agence Régionale de Santé Grand Est approuvant la convention constitutive du groupement hospitalier de territoire « Lorraine Nord » ;
- Vu la désignation du CHR METZ THIONVILLE en tant qu'établissement support du Groupement Hospitalier Lorraine Nord ;
- Vu l'arrêté de la Directrice Générale du Centre National de Gestion du 10 juillet 2025 : « *A compter du 9 juillet 2025, il est mis fin au détachement de Monsieur Olivier ASTIER, directeur d'hôpital de classe exceptionnelle, dans l'emploi fonctionnel de directeur des centres hospitaliers spécialisés de Jury-les-Metz, du Lorquin et EHPAD de Fénétrange (Moselle), appartenant au groupe II. A compter de cette même date, l'intéressé est réintégré dans le corps des directeurs d'hôpital aux centres hospitaliers spécialisés de Jury-les-Metz, du Lorquin et EHPAD de Fénétrange (Moselle).* »

DECIDE :

- Article I Délégation est donnée à **Monsieur Olivier ASTIER**, Directeur Adjoint, au sein du Centre Hospitalier de Lorquin, pour diligenter, au nom du Directeur Général de l'Etablissement support du GHT « Lorraine Nord », toute décision utile au fonctionnement du **Centre Hospitalier de Lorquin**, relative à la fonction « Achats » mutualisée du GHT, et plus précisément à la passation et exécution des marchés relevant de l'article 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, des achats réalisés auprès de l'UGAP dans une limite de 20 000 euros par an et par famille homogène de produits et de service ainsi que des travaux et achats réalisés hors marché dans une limite de 20 000 euros HT par an et par catégorie homogène de produits et service et par opération de travaux.
- Article II Les approvisionnements liés à un marché existant notifié par le pouvoir adjudicateur ne sont pas impactés par la présente délégation et restent de la compétence des établissements parties au GHT
- Article III Dans le cadre de la présente délégation, **Monsieur Olivier ASTIER** fera précéder sa signature de la mention « Pour le Directeur Général du Groupement Hospitalier Territorial Lorraine Nord ».
- Article IV Le titulaire de cette délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de cette délégation ou de ses fonctions et est chargée d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

- Article V **Monsieur Olivier ASTIER** réfèrera au Directeur Général par du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, établissement support du groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord, des éventuelles difficultés rencontrées dans l'application de la présente délégation.
- Article VI La présente délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés par compte budgétaire du dernier état prévisionnel,
 - de respecter les procédures règlementaires en vigueur ou les procédures mises en place au sein du Groupement hospitalier de territoire,
 - de rendre compte des opérations réalisées à l'autorité délégante.
- Article VII La présente délégation de signature est communiquée en application de l'article D. 6143-35 du Code de la Santé Publique, aux membres du Conseil de Surveillance et aux agents du Trésor.
- Article VIII La présente délégation de signature fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 6143-38 du Code de la Santé Publique.
- Article IX La signature du titulaire de la présente délégation figure en annexe et vaut communication à l'intéressé.

A Metz, le 08/10/2026

Dominique PELJAK


**Directeur Général du Centre Hospitalier
Régional de Metz-Thionville,
des Centres Hospitaliers de Boulay,
de Briey,
de l'Etablissement Public Départemental de
Santé de Gorze,
et de l'EHPAD de Creutzwald,
Etablissement support du GHT Lorraine Nord**

ANNEXE :

Prénom et nom	Grade	Date de notification	Signature
Olivier ASTIER	Directeur d'Hôpital	10/07/2026	



Etablissement Support
CHR Metz-Thionville

-oOo- DECISION GHT D26/11 oOo-

Direction Générale **Monsieur Dominique PELJAK**

Directeur Général du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, des Centres Hospitaliers de Boulay, de Briey, de l'Etablissement Public Départemental de Santé de Gorze, et de l'EHPAD de Creutzwald

- Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions des directeurs d'établissement public de santé,
- Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 et R. 6143-38 du Code de la Santé Publique, relatifs aux modalités de délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé,
- Vu le décret du Président de la République du 5 juin 2023 portant désignation de **Monsieur Dominique PELJAK** comme Directeur Général du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, des Centres Hospitaliers de Boulay et de Briey et de l'EHPAD de Creutzwald.
- Vu le procès-verbal d'installation en date du 1^{er} juillet 2023 certifiant l'installation de **Monsieur Dominique PELJAK**, Directeur Général du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, des Centres Hospitaliers de Boulay et de Briey et de l'EHPAD de Creutzwald à compter du 1^{er} juillet 2023.
- Vu l'arrêté du Centre National de Gestion du 5 juillet 2023 qui a nommé **Monsieur Dominique PELJAK** directeur général du CHR METZ THIONVILLE pour une durée de cinq ans et dans le cadre de la direction commune, directeur des centres hospitaliers de Briey et de Boulay et de l'EHPAD de Creutzwald.
- Vu l'arrêté de l'ARS Grand Est n°2025-2650 du 27/08/2025 portant fin de période d'intérim de la direction générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, des Centres Hospitaliers de Boulay, de Briey, de l'Etablissement Public Départemental de Santé de Gorze et de l'EHPAD de Creutzwald assurée par Madame Marie Catherine PHAM.
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, et notamment les articles 48 et suivants ;
- Vu la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ;
- Vu l'article 107 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- Vu les dispositions de l'article L. 6132-3 et L. 6132-5 du Code de la santé publique ;
- Vu les dispositions des articles L. 6143-7, R. 6143-38 et D. 6143-33 à D. 6143-35 du code de la santé publique ;

- Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire ;
- Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/GHT/DGFIP/2017/153 du 4 mai 2017 relative à l'organisation des groupements hospitaliers de territoire ;
- Vu la convention constitutive du GHT « Lorraine Nord » constitué entre les établissements parties à compter du 24 juin 2016 ;
- Vu l'arrêté n° 2016-2136 du 1^{er} septembre 2016 de l'Agence Régionale de Santé Grand Est approuvant la convention constitutive du groupement hospitalier de territoire « Lorraine Nord » ;
- Vu la désignation du CHR METZ THIONVILLE en tant qu'établissement support du Groupement Hospitalier Lorraine Nord ;
- Vu l'arrêté de la Directrice Générale du Centre National de Gestion du 10 juillet 2025 : « *A compter du 9 juillet 2025, il est mis fin au détachement de Monsieur Olivier ASTIER, directeur d'hôpital de classe exceptionnelle, dans l'emploi fonctionnel de directeur des centres hospitaliers spécialisés de Jury-les-Metz, du Lorquin et EHPAD de Fénétrange (Moselle), appartenant au groupe II. A compter de cette même date, l'intéressé est réintégré dans le corps des directeurs d'hôpital aux centres hospitaliers spécialisés de Jury-les-Metz, du Lorquin et EHPAD de Fénétrange (Moselle).* »
- Vu la décision de Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de Lorquin, en date du 04/11/2024 nommant **Madame Elodie LITTNER**, en qualité d'adjoint des cadres au Centre Hospitalier de Lorquin en date du 01/11/2024.

DECIDE :

- Article I Délégation est donnée à **Madame Elodie LITTNER**, Adjoint des cadres au sein du Centre Hospitalier de Lorquin, pour diligenter, au nom du Directeur Général de l'Etablissement support du GHT « Lorraine Nord » et **en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier ASTIER**, toute décision utile au fonctionnement du CH de Lorquin, relative à la fonction « Achats » mutualisée du GHT et plus précisément à la passation et exécution des marchés relevant de l'article 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, des achats réalisés auprès de l'UGAP dans une limite de 20 000 euros par an et par famille homogène de produits et de service ainsi que des travaux et achats réalisés hors marché dans une limite de 20 000 euros HT par an et par catégorie homogène de produits et service et par opération de travaux.
- Article II Les approvisionnements liés à un marché existant notifié par le pouvoir adjudicateur ne sont pas impactés par la présente délégation et restent de la compétence des établissements parties au GHT.
- Article III Dans le cadre de la présente délégation, **Monsieur Olivier ASTIER** fera précéder sa signature de la mention « Pour le Directeur Général du Groupement Hospitalier Territorial Lorraine Nord ».
- Article IV La titulaire de cette délégation a la responsabilité des opérations qu'elle effectue dans le cadre de cette délégation ou de ses fonctions et est chargée d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

- Article V **Madame Elodie LITTNER** réfèrera au Directeur Général du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, établissement support du groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord, des éventuelles difficultés rencontrées dans l'application de la présente délégation.
- Article VI La présente délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés par compte budgétaire du dernier état prévisionnel,
 - de respecter les procédures réglementaires en vigueur ou les procédures mises en place au sein du Groupement hospitalier de territoire,
 - de rendre compte des opérations réalisées à l'autorité délégante.
- Article VII La présente délégation de signature est communiquée en application de l'article D. 6143-35 du Code de la Santé Publique, aux membres du Conseil de Surveillance et aux agents du Trésor.
- Article VIII La présente délégation de signature fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 6143-38 du Code de la Santé Publique.
- Article IX Les signatures des titulaires de la présente délégation figurent en annexe et valent communication aux intéressés.

A Metz, le 08/10/2026

Dominique PELJAK


**Directeur Général du Centre Hospitalier
Régional de Metz-Thionville,
des Centres Hospitaliers de Boulay,
de Briey,
de l'Etablissement Public Départemental de
Santé de Gorze,
et de l'EHPAD de Creutzwald,
Etablissement support du GHT Lorraine Nord**

ANNEXE :

Prénom et nom	Grade	Date de notification	Signature
Olivier ASTIER	Directeur d'Hôpital	10/07/2028	
Elodie LITTNER	Adjoint des cadres	10/07/2026	



Délégation de signature

-oOo- DECISION N°D26/19—oOo-

Monsieur Dominique PELJAK

Directeur Général du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, des Centres Hospitaliers de Boulay, de Briey, de l'Etablissement Public Départemental de Santé de Gorze, et de l'EHPAD de Creutzwald,

- Vu l'article L. 6143-7 du Code de la Santé Publique relatif aux attributions des directeurs d'établissement public de santé,
- Vu les articles D. 6143-33 à D. 6143-35 du Code de la Santé Publique, relatifs aux modalités de délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé,
- Vu le décret du Président de la République du 5 juin 2023 portant désignation de Monsieur Dominique PELJAK comme Directeur Général du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, des Centres Hospitaliers de Boulay et de Briey et de l'EHPAD de Creutzwald.
- Vu le procès-verbal d'installation en date du 1^{er} juillet 2023 certifiant l'installation de Monsieur Dominique PELJAK, Directeur Général du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, des Centres Hospitaliers de Boulay et de Briey et de l'EHPAD de Creutzwald à compter du 1^{er} juillet 2023.
- Vu la convention de direction commune du 4 juillet 2007 établie entre le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville et le Centre Hospitalier de Briey,
- Vu l'avenant n°1 à la convention de direction commune entre le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville et le Centre Hospitalier de Briey, intégrant le Centre Hospitalier de Boulay à compter du 1^{er} février 2018,
- Vu l'avenant n°2 à la convention de direction commune entre le Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville, le Centre Hospitalier de Briey et le Centre Hospitalier de Boulay, intégrant l'EHPAD de Creutzwald en date du 23 août 2018,
- Vu l'avenant n°3 à la convention de direction commune entre le centre hospitalier régional de METZ-THIONVILLE, les centres hospitaliers de BRIEY, « Le Secq de Crépy » à BOULAY, l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Sans souci » à CREUTZWALD et intégrant l'établissement public départemental de santé de GORZE en date du 03 mai 2024,
- Vu les délibérations du Conseil de surveillance du centre hospitalier régional de METZ-THIONVILLE en date du 22 mars 2024, du Conseil de surveillance du centre hospitalier « Le Secq de Crépy » à BOULAY en date du 27 mars 2024, du Conseil de surveillance du centre hospitalier de BRIEY en date du 28 mars 2024, du Conseil de surveillance de l'établissement public départemental de santé de GORZE en date du 05 avril 2024 et du Conseil d'administration de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Sans souci » à CREUTZWALD en date du 19 avril 2024,

- Vu La convention constitutive du GHT6 Lorraine Nord du 24 juin 2016 composé du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, établissement support, du Centre Hospitalier de Briey, du Centre Hospitalier de Boulay, du Centre Hospitalier de Jury, le Centre Hospitalier de Lorquin, l'Etablissement Public Départemental de Santé de Gorze et l'Hôpital d'Instruction des Armées Legouest,
- Vu La prise effective de fonction de **Monsieur HUMBERT Emmanuel**, en qualité de Directeur de cabinet en date du 14 septembre 2026.

DECIDE :

Article I. Délégation permanente est donnée à **Monsieur HUMBERT Emmanuel**, Directeur de Cabinet rattaché à la Direction Générale, en charge :

- des dossiers transversaux, confiés par la Direction Générale,
- du suivi des dossiers évoqués en comité de direction en lien avec l'agenda de la Direction Générale,
- de la préparation des instances et de leur suivi,

a l'effet de signer, pour le CHR de Metz-Thionville, au nom du Directeur Général, tous actes, décisions ou documents relevant de son domaine de compétence spécifique à **l'exception des courriers à destination des élus et autorités de tutelle et du Parquet, des conventions ayant un impact financier pour l'établissement, des contrats et des marchés.**

Article II. Ces délégations sont assorties de l'obligation pour le titulaire de rendre compte des opérations réalisées à l'autorité délégante.

Article III. La présente délégation de signature sera communiquée en application de l'article D. 6143-35 du Code de la Santé Publique, aux membres du Conseil de Surveillance et aux agents du Trésor.

Article IV. La présente délégation de signature fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 6143-38 du Code de la Santé Publique, au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Moselle et d'un affichage dans l'établissement.

Article V. La signature du titulaire de la délégation visée par la présente décision figure en annexe et vaut communication à l'intéressé.

A Metz, le 8 octobre 2026

Dominique PELJAK

**Directeur Général du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville,
des Centres Hospitaliers de Boulay,
de Briey,
de l'Etablissement Public Départemental de Santé de Gorze,
et de l'EHPAD de Creutzwald,**

ANNEXE

Directeur de cabinet

Prénom et nom	Grade	Notifiée le	Signature
HUMBERT Emmanuel	Directeur de cabinet	29/09/2026	

**Arrêté portant refus d'agrément en qualité de mandataire judiciaire
à la protection des majeurs dans le département de la Moselle**

N° 2026 - 70 du - 8 OCT. 2026

Le Préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.472-1, L.471-2-1, L.472-1-1, R.471-2-1 et R. 472-1 ;
- VU** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- VU** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- VU** l'arrêté 2026-08 du 05 mars 2026 portant avis d'appel à candidatures aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel ;
- VU** le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de la région Grand Est 2026-2030 ;
- VU** l'arrêté n°2026-27 du 10 juin 2026 fixant la liste des candidatures recevables aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel ;
- VU** l'arrêté n° 2026-61 du 16 septembre 2026 portant sélection et classement des candidatures retenues par la commission départementale d'agrément aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel ;
- VU** le dossier de candidature déclaré complet le 04 juin 2026 présenté par monsieur KLAPCZYNSKI Guy ;
- VU** l'avis de la commission départementale d'agrément des mandataires judiciaires à la protection des majeurs suite à l'audition des candidats le 16 juin 2026 ;
- VU** l'avis du Ministère public, du 1^{er} septembre 2026, en application des dispositions de l'article R.472-3 du code de l'action sociale et des familles, sur les candidats à l'agrément ;

CONSIDÉRANT l'avis défavorable émis par la commission départementale d'agrément à la suite de l'audition de monsieur Guy KLAPCZYNSKI le 16 juin 2026 ;

Sur proposition de madame la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'agrément mentionné à l'article L.472-1 du Code de l'action sociale et des familles n'est pas accordé à **monsieur Guy KLAPCZYNSKI, domicilié 145 rue Auguste Renoir à SARREBOURG (57400).**

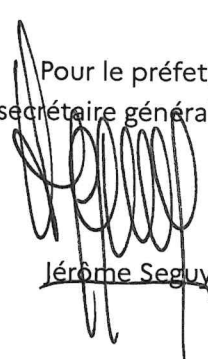
ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Moselle, soit hiérarchique auprès de la Ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles, dans les deux mois suivant sa notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Strasbourg, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de ce délai valant rejet implicite.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Metz.

ARTICLE 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Madame la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,
Le secrétaire général


Jérôme Seguy

Délais et voies de recours :

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr>

**Arrêté portant refus d'agrément en qualité de mandataire judiciaire
à la protection des majeurs dans le département de la Moselle**

N° 2026 - 71 du - 8 OCT. 2026

Le Préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.472-1, L.471-2-1, L.472-1-1, R.471-2-1 et R. 472-1 ;
- VU** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- VU** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- VU** l'arrêté 2026-08 du 05 mars 2026 portant avis d'appel à candidatures aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel ;
- VU** le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de la région Grand Est 2026-2030 ;
- VU** l'arrêté 2026-27 du 10 juin 2026 fixant la liste des candidatures recevables aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel ;
- VU** l'arrêté 2026-61 du 16 septembre 2026 portant sélection et classement des candidatures retenues par la commission départementale d'agrément aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel ;
- VU** le dossier de candidature déclaré complet le 4 juin 2026 présenté par madame REUZÉ Katia ;
- VU** l'avis de la commission départementale d'agrément réunie en date 16 juin 2026 ;
- VU** l'avis du Ministère public, du 1er septembre 2026, en application des dispositions de l'article R.472-3 du Code de l'action sociale et des familles, sur les candidats à l'agrément ;

CONSIDÉRANT l'avis défavorable émis par la commission départementale d'agrément à la suite de l'audition de madame REUZÉ le 16 juin 2026 ;

SUR PROPOSITION de madame la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités,

ARRÊTE

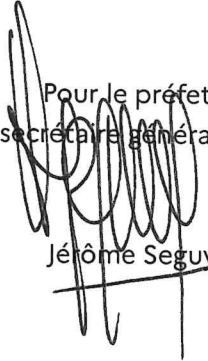
ARTICLE 1 : L'agrément mentionné à l'article L.472-1 du Code de l'action sociale et des familles n'est pas accordé à **madame Katia REUZÉ, domiciliée 145 rue Auguste Renoir à SARREBOURG (57400).**

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Moselle, soit hiérarchique auprès de la Ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles, dans les deux mois suivant sa notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Strasbourg, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de ce délai valant rejet implicite.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Metz.

ARTICLE 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et madame la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Jérôme Seguy

Délais et voies de recours :

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérécourse citoyen » par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr>

**Arrêté portant refus d'agrément en qualité de mandataire judiciaire
à la protection des majeurs dans le département de la Moselle**

N° 2026 - 72 du - 8 OCT. 2026

Le Préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.472-1, L.471-2-1, L.472-1-1, R.471-2-1 et R. 472-1 ;
- VU** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- VU** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- VU** l'arrêté 2026-08 du 05 mars 2026 portant avis d'appel à candidatures aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel ;
- VU** le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de la région Grand Est 2026-2030 ;
- VU** l'arrêté n°2026-27 du 10 juin 2026 fixant la liste des candidatures recevables aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel ;
- VU** l'arrêté 2026-61 du 1er septembre 2026 portant sélection et classement des candidatures retenues par la commission départementale d'agrément aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel ;
- VU** le dossier de candidature déclaré complet le 04 juin 2026 présenté par madame Dilber CALLAK ;
- VU** l'avis du Ministère public, du 1er septembre 2026, en application des dispositions de l'article R.472-3 du Code de l'action sociale et des familles, sur les candidats à l'agrément ;
- VU** l'avis de la commission départementale d'agrément réunie en date 16 juin 2026 ;

CONSIDÉRANT l'avis défavorable émis par la commission départementale d'agrément à la suite de l'audition de Madame Dilber CALLAK le 16 juin 2026 ;

SUR PROPOSITION de Madame la Directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'agrément mentionné à l'article L.472-1 du Code de l'action sociale et des familles n'est pas accordé à **madame Dilber CALLAK, domiciliée 1 rue de Brest – La Pérouse - à CHAMPIGNEULLES (54250).**

ARTICLE 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de la Moselle, soit hiérarchique auprès de la Ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles, dans les deux mois suivant sa notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Strasbourg, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de ce délai valant rejet implicite.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

ARTICLE 4 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Metz.

ARTICLE 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et madame la directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Jérôme Seguy



Délais et voies de recours :

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr>

**Arrêté 2026 DDPP 329
Du 06 octobre 2026
Attribuant l'habilitation sanitaire au Dr Vét. Dorine PISSONNIER**

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;
- VU** le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1^{er} août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
- VU** le décret n° NOR INTA2511724D du 28 avril 2025 nommant MR Pascal BOLOT, Préfet de la Moselle ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DCL 2025 A 64 en date du 19 mai 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Rabah BELLAHSENE, Directeur départemental de la protection des populations de la Moselle ;

Considérant la demande présentée par le Dr Vét. Dorine PISSONNIER, domiciliée administrativement 14 boulevard des Faïenceries – 57200 SARREGUEMINES ;

Considérant que le Dr Vét. Dorine PISSONNIER remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans au Dr Vét. Dorine PISSONNIER, docteur vétérinaire, administrativement domiciliée 14 boulevard des Faïenceries – 57200 SARREGUEMINES.

- Article 2 :** Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de la Moselle (Direction de la protection des populations), du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.
- Article 3 :** Dr Vét. Dorine PISSONNIER s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.
- Article 4 :** Dr Vét. Dorine PISSONNIER pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels elle a été désignée vétérinaire sanitaire. Elle sera tenue de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.
- Article 5 :** Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.
- Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Moselle.

À Metz, le 06 octobre 2026

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental de la protection des populations



M. Rabah BELLAHSENE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Moselle. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique "télécours citoyen" par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr>.

**Arrêté 2026 DDPP 330
Du 06 octobre 2026
Attribuant l'habilitation sanitaire au Dr Vét. Camille CHRISTMANN**

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;
- VU** le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1^{er} août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
- VU** le décret n° NOR INTA2511724D du 28 avril 2025 nommant MR Pascal BOLOT, Préfet de la Moselle ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DCL 2025 A 64 en date du 19 mai 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Rabah BELLAHSENE, directeur départemental de la protection des populations de la Moselle ;

Considérant la demande présentée par le Dr Vét. Camille CHRISTMANN, domiciliée administrativement 42 rue des Peupliers – 57570 GAVISSE ;

Considérant que le Dr Camille CHRISTMANN remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations,

ARRÊTE

- Article 1^{er} :** L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans au Dr Camille CHRISTMANN, docteur vétérinaire, administrativement domiciliée 42 rue des Peupliers – 57570 GAVISSE.
- Article 2 :** Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous

réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de la Moselle (direction départementale de la protection des populations), du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

Article 3 : Dr Vét. Camille CHRISTMANN s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 4 : Dr Vét. Camille CHRISTMANN pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels elle a été désignée vétérinaire sanitaire. Elle sera tenue de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5 : Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Moselle.

À Metz, le 06 octobre 2026

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental de la protection des populations



M. Rabah BELLAHSENE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Moselle. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyen" par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr>.

**Arrêté 2026 DDPP 332
Du 07 octobre 2026
Attribuant l'habilitation sanitaire au Dr Vét. Albane DEMENOIS**

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- VU** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;
- VU** le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1^{er} août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;
- VU** le décret n° NOR INTA2511724D du 28 avril 2025 nommant MR Pascal BOLOT, Préfet de la Moselle ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DCL 2025 A 64 en date du 19 mai 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Rabah BELLAHSENE, directeur départemental de la protection des populations de la Moselle ;

Considérant la demande présentée par le Dr Vét. Albane DEMENOIS, domiciliée administrativement 10 B rue de Metz – 57650 FONTOY ;

Considérant que le Dr vét. Albane DEMENOIS remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations,

ARRÊTE

- Article 1^{er} :** L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans au Dr Vét. Albane DEMENOIS, docteur vétérinaire, administrativement domiciliée 10 B rue de Metz – 57650 FONTOY.
- Article 2 :** Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous

réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet de la Moselle (direction départementale de la protection des populations), du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

- Article 3 :** Dr Vét. Albane DEMENOIS s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.
- Article 4 :** Dr Vét. Albane DEMENOIS pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels elle a été désignée vétérinaire sanitaire. Elle sera tenue de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.
- Article 5 :** Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.
- Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Moselle.

À Metz, le 07 octobre 2026

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental de la protection des populations



M. Rabah BELLAHSENE

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Moselle. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique "télérécourse citoyen" par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr>.

ISSN 0768-7672

Responsable de la publication :
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS

Préfecture de la Moselle - B.P. 71014 - METZ Cedex 1
Tél. 03 87 34 87 34

Contact : pref-imprimerie@moselle.gouv.fr

Atelier d'Imprimerie de la Préfecture de la Moselle